

M. Brewin: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je pense que le ministre n'a pas compris exactement ma question. Je parle d'engagements immédiats pour la saison en cours; pour autant que je sache, à Rome, le gouvernement du Canada n'en a pris aucun de cette nature. Je parle des engagements précis concernant les endroits où existe actuellement une menace immédiate de famine.

● (1510)

M. Lang: Monsieur l'Orateur, je crois avoir compris la question et le député se fait une fausse idée des engagements présents ou futurs. J'ai parlé dans ma réponse d'autres engagements de la part d'autres pays, tant dans l'immédiat que pour l'avenir.

* * *

LES AÉROPORTS

LA PANNE DES INSTRUMENTS D'ATTERRISSAGE SANS VISIBILITÉ À SYDNEY—DEMANDE D'ENQUÊTE

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports, mais comme il s'agit d'une affaire urgente qu'on vient tout juste de me signaler, je la pose au très honorable premier ministre ou au ministre suppléant. Étant donné que les instruments d'atterrissage sans visibilité à l'aéroport de Sydney ne fonctionnent pas, paraît-il, depuis le gros orage d'octobre et—j'espère vraiment qu'il n'en est rien—que six des dix avions attendus n'ont pu atterrir mardi dernier, à cause d'un bas plafond nuageux, pour des raisons de sécurité le ministre ordonnerait-il la tenue immédiate d'une enquête, afin de nier cette allégation ou de remédier à la situation si elle existe?

M. Cliff McIsaac (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, nous vérifierons certainement l'allégation signalée au député et nous lui ferons rapport dans le courant de la journée.

* * *

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

DEMANDE D'INSTITUTION D'UN CONSEIL CONSULTATIF DÉMOCRATIQUEMENT ÉLECTIF

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Le ministre vient d'annoncer son intention d'adjoindre à la Commission canadienne du blé une sorte de conseil consultatif électif, tout en affirmant que la nomination des membres de ce conseil relèverait du gouvernement. Le gouvernement veut-il envisager de rendre ce conseil parfaitement et démocratiquement électif, pour le mettre à l'abri de tout soupçon d'ingérence politique?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, les méthodes qui ont été annoncées pour la désignation des membres de ce conseil correspondent à un engagement pris il y a déjà quelque temps. La loi actuelle sur la Commission canadienne du blé prévoit la nomination par le gouverneur en conseil. L'intention est de recommander à la nomination les personnes qui auront été choisies suivant la méthode adoptée. Leur sélection s'effectuera donc de façon entièrement démocratique. Je pense que cela permettra de mieux assurer l'autorité du conseil et sa compétence technique pour l'étude des affai-

Questions orales

res qui concernent les agriculteurs. Rien n'empêche d'ailleurs que, lorsque nous aurons acquis plus d'expérience dans la sélection ou l'élection des membres, nous apportions les modifications qui s'imposent à la loi sur la Commission canadienne du blé.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE PROJET DE CENTRE DU PACIFIQUE À VANCOUVER—DEMANDE D'EXPOSÉ DU DEVIS, DES PLANS ET LEVÉS ET DES OPTIONS SUR LES TERRAINS

M. Ron Huntington (Capilano): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement. L'honorable titulaire peut-elle faire connaître à la Chambre les dépenses effectuées à ce jour par son ministère, pour l'exécution de plans et levés ainsi que pour la prise d'options sur des terrains, dans le cadre du projet de Centre de l'environnement du Pacifique prévu pour Vancouver?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député voudra, j'en suis persuadé, reconnaître qu'il y aurait lieu de poser la question autrement.

* * *

LES FINANCES

LE REFUS DE LA LIVRE STERLING COMME DEVISE PAR L'ARABIE SAOUDITE—LES RÉPERCUSSIONS PROBABLES

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances? Étant donné la nouvelle voulant que l'Arabie Saoudite refuse la livre sterling en règlement de ses ventes de pétrole, le ministre peut-il faire connaître à la Chambre ce qu'il sait à ce sujet, et préciser si cela pose des difficultés sérieuses pour l'équilibre monétaire international?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, les répercussions en seront complexes et je n'aimerais pas faire d'hypothèses à ce sujet dans la conjoncture actuelle.

* * *

L'AVORTEMENT

L'INCIDENT À L'HÔPITAL DE NIAGARA FALLS—DEMANDE DE LOIS PLUS STRICTES

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Vu l'incident qui, selon un journal de Toronto du 11 décembre, se serait produit à l'hôpital de Niagara Falls, le ministre peut-il nous dire s'il envisage de présenter un bill pour renforcer les lois actuelles sur l'avortement?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je n'ai encore reçu aucun rapport à ce sujet du procureur général de la province, de qui cette question relève. S'il y a eu des irrégularités, comme le député le suggère, j'en sais ce qu'en ont dit les journaux, mais rien de plus. C'est en tout cas au procureur général de la province de s'occuper de cette question et de faire appliquer le Code criminel.